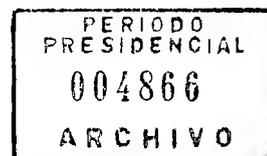


**DISCURSO DEL EMBAJADOR JOSE MIGUEL BARROS ANTE  
LA CAMARA DE COMERCIO FRANCIA-AMERICA LATINA.**

3 DE DICIEMBRE DE 1991.



Je vous remercie vivement de votre invitation à participer dans cette réunion de la Chambre de Commerce France-Amérique Latine.

Vous aurez aujourd'hui une journée très pleine des renseignements, des chiffres, des prévisions sur le futur du Chili. Quant à moi, pour éviter une duplication des données, j'ai choisi de parler au sujet de la situation générale de mon pays.

Ce serait inutile d'insister, devant vous qui connaissez bien le Chili, sur la vieille tradition démocratique et le progressif développement de la société chilienne. Avec des racines historiques qui remontent aux anciennes institutions libertaires espagnoles, le Chili a atteint, très tôt après les guerres d'indépendance du XIX siècle, une stabilité qui est un peu étrange dans le panorama politique latinoaméricain: entre 1831 et 1871, nous avons eu seulement quatre Présidents de la République.

C'est vrai que nous avons eu une douloureuse guerre civile en 1891; mais elle fut un affrontement institutionnel ( le Président contre le Parlement) et non un de ces combats entre *caudillos* que l'on trouve si fréquemment en Amérique Latine.

La base de la société chilienne a été une ethnie métisse que jusqu'aujourd'hui constitue l'élément primordial de notre nation. Des émigrants de différents nationalités ( des français, des italiens, des

anglais, des allemands, des yougoslaves) sont venus s'y joindre. Ces émigrants se sont établis au Chili et, en s'incorporant rapidement aux gens du pays, ont su se faire accepter par les chiliens autochtones.

Ce sont ces éléments ceux qui ont donné naissance à une classe moyenne qui s'est révélée un important facteur de stabilité sociale. L'éducation primaire obligatoire et les lycées de l'Etat ont aidé beaucoup à la formation de cette classe moyenne. D'autre part, les Universités ont formé, depuis le siècle passé, les cadres nécessaires pour la conduction et le service communautaire de la population.

Cette stabilité politique s'est vue interrompue, il y a dix-huit ans, par une crise politique. En présence de cette crise, les Forces Armées ont réagi et ont pris le pouvoir.

Peut-être il est trop tôt pour juger l'œuvre du gouvernement militaire, mais je veux risquer un jugement global: si d'un point de vue politique et social le peuple chilien a payé un prix assez élevé pour cette solution de cette crise, d'un point de vue économique il a obtenu des fruits objectivement bons: on a freiné l'inflation, on a balancé le budget, on a augmenté les exportations, on a modernisé l'appareil de production, on a réorganisé les grandes structures administratives.

Quand même, en contraste avec ces développements favorables, on peut constater la persistance de certains problèmes. En effet, si l'on examine la situation scolaire, les services hospitaliers, la pénurie de logement, et, surtout, la pauvreté, une conclusion s'impose: il nous reste beaucoup à faire.

Le Président Aylwin ( qui a commencé son gouvernement il y a un an et demi ) a fait et continue à faire un grand effort pour guider le pays dans sa démocratie récupérée.

¿Quelles sont les grandes lignes d'action qu'il a choisies ?

D'une part, maintenir les aspects positifs du système économique établi par le Général Pinochet; d'autre part, se consacrer à redresser les torts en corrigeant les injustices. Tout cela doit se faire avec les limitations propres au cadre institutionnel créé par le gouvernement militaire.

Si on devait réduire à une phrase ces grandes lignes politiques, on pourrait dire que le but est de reconstruire le Chili démocratique sur des bases de justice sociale et avec la participation de tous les chiliens.

Comme le Président Aylwin l'a dit il y a quelques mois:

*Notre ambition est de faire des progrès décisifs dans les domaines de la santé, du logement, de l'emploi, de l'éducation; de faire de l'environnement un espace sain et de contribuer à l'intégration réelle de l'Amérique latine et à la réinsertion définitive du Chili dans l'économie mondiale et la communauté internationale.*

Les experts ici présents pourront vous donner tous les détails nécessaires au sujet de l'économie chilienne. Tout de même, permettez-moi de mentionner quelques chiffres fondamentaux:

-Notre produit national brut est de US\$ 1.500 par habitant

-Notre croissance en 1991 atteindra un 5%

-L'inflation, cette année, sera inférieure à 20%

-Le Chili n'a pas cessé de rembourser sa dette externe, l'ayant réduite à 16 milliards de dollars.

-----

J'ai déjà dit que les orientations macroéconomiques existantes à la fin du gouvernement militaire se sont maintenues. Mais on a considéré nécessaire de les appuyer. Voilà la raison par laquelle on a donné plusieurs pas dans le domaine de notre action diplomatique: c'est ce que le Président a appelé "la réinsertion du Chili dans le monde international. "

Ainsi, on a signé un accord de libre échange avec le Mexique. Son but est de produire, dans quelques années, une pleine liberté douanière pour le commerce entre les deux pays.

En outre, le Chili est devenu membre du "Groupe de Rio". Cela lui permet d'unir ses forces à celles de douze pays latinoaméricains pour agir vis-à-vis d'autres Etats et, en particulier, de ceux de la Communauté Economique Européenne.

Sans doute ces pas, tout à fait nécessaires, ne sont pas suffisants pour assurer le futur de Chili: il y a encore un long chemin à parcourir pour atteindre les buts que le gouvernement du Président Aylwin s'est fixé:

- Obtenir la réconciliation nationale.
- Consolider et perfectionner la démocratie
- Promouvoir la justice sociale
- Donner une impulsion à la croissance, au développement, et à la modernisation du pays.

Je veux m'arrêter sur le second de ces buts.

Quand nous parlons de consolider la démocratie, il ne s'agit pas d'une espèce de salut rituel aux formes démocratiques; tout au contraire: Nous croyons que- même si ce ne serait que l' espoir de jours meilleurs - il est indispensable que chaque homme et chaque femme aient des causes personnelles pour défendre la démocratie.

Pour cela, il faut assurer la paix sociale, une paix basé sur la respect de l'être humain et de ses droits essentiels; une stabilité fondée sur l'égalité des possibilités.

-----  
Pour conclure, voici, en bref, les signes sous lesquels nous voudrions voire avancer le Chili du futur:

- une démocratie basée sur la paix sociale et le respect des droits de l'homme.

- une économie saine et stable où la liberté de marché puisse s'harmoniser avec la justice sociale.

-L'intégration aves les pays voisins et une action internationale concertée avec les autres États latinoaméricains.

Tous ceux qui voudront nous accompagner sous ces drapeaux seront les bienvenus.

Paris, le 3 décembre 1991.